



## Analyse du budget 2026-2027

### Emploi, services publics d'emploi et Fonds de développement du marché du travail (FDMT)

À l'intention des membres du RSSMO

#### 1. Contexte général

Le budget 2026-2027 du gouvernement du Québec s'inscrit dans un contexte marqué par plusieurs dynamiques structurantes : incertitudes économiques, transformations rapides du marché du travail, pression sur le coût de la vie et évolution des besoins de main-d'œuvre.

Dans ce contexte, les services publics d'emploi et les organismes spécialisés en employabilité jouent un rôle stratégique central. Ils constituent un levier clé pour soutenir l'intégration durable en emploi, répondre aux besoins des entreprises et réduire les inégalités d'accès au marché du travail.

Or, l'analyse des crédits budgétaires met en lumière des signaux préoccupants quant à l'évolution des investissements dans ce secteur.

#### 2. Faits saillants du budget en matière d'emploi

##### Une baisse significative des investissements en emploi

Le budget alloué au programme d'emploi s'établit à 817,7 M\$ pour 2026-2027, ce qui représente une baisse de 8,8 % par rapport à l'année précédente.

Cette diminution constitue l'un des éléments les plus marquants du budget. Elle indique un recul des investissements dans les mesures actives d'emploi, notamment l'accompagnement des personnes, les parcours d'insertion et les mesures de formation et de requalification.

Cette baisse risque d'avoir des impacts concrets comme la réduction de l'offre de services, le resserrement des critères d'accès et l'augmentation de la pression sur les organismes.



### Un recentrage sur le soutien du revenu

Parallèlement, le budget maintient, voire augmente légèrement, les investissements dans les programmes de solidarité sociale.

Cela reflète une orientation budgétaire claire : celle de prioriser le soutien du revenu plutôt que les leviers d'intégration en emploi.

#### Enjeux :

- Risque de créer un déséquilibre entre soutien et activation ;
- Augmentation potentielle de la dépendance aux programmes d'aide ;
- Occasion manquée de favoriser une intégration durable au marché du travail.

### Une diminution des transferts vers certains acteurs économiques

Le budget prévoit également la disparition ou la réduction de certaines enveloppes destinées aux entreprises dans le cadre des mesures d'emploi.

#### Interprétation

- Recentrage des priorités gouvernementales ;
- Possiblement moins de mesures de soutien à l'embauche ou à la formation en entreprise ;
- Impact indirect sur les partenariats entre organismes et employeurs.

## 3. Fonds de développement du marché du travail (FDMT)

### Un levier financier majeur maintenu

Le FDMT demeure un pilier central du financement des mesures d'emploi, avec des dépenses prévues de plus de 1,2 milliard de dollars.

Ce fonds continue de jouer un rôle structurant pour financer les mesures actives d'emploi, soutenir les services publics d'emploi et répondre aux besoins du marché du travail.

### Évolution anticipée du FDMT

Dans le contexte actuel de resserrement budgétaire, le Fonds de développement du marché du travail (FDMT) pourrait connaître une évolution marquée de ses modalités d'utilisation :

- Un ciblage accru des clientèles et des interventions, orienté vers des priorités gouvernementales spécifiques, au détriment d'approches globales et adaptées aux réalités des personnes ;

- Un renforcement des critères d’admissibilité et de performance, limitant l’accès à certaines mesures pour les publics aux parcours plus complexes ;
- Une priorisation des interventions à court terme et à rendement mesurable, au risque de marginaliser les démarches d’accompagnement intensif et de long terme, pourtant essentielles pour une intégration durable en emploi.

Cette évolution traduirait un passage d’une logique d’accessibilité et d’adaptation à une logique davantage centrée sur la performance et le contrôle.

### Impacts anticipés pour les organismes spécialisés

Pour les organismes spécialisés en employabilité, ces transformations pourraient entraîner des répercussions importantes :

- Une intensification de la concurrence pour l’accès au financement, fragilisant particulièrement les organismes de plus petite taille ou spécialisés dans des clientèles éloignées de l’emploi ;
- Une pression accrue sur la démonstration de résultats quantitatifs, parfois au détriment de la qualité des parcours et des impacts à long terme ;
- Un alourdissement des exigences de reddition de comptes, mobilisant davantage de ressources administratives au détriment de l’intervention directe ;
- Une réduction de la marge de manœuvre dans les approches d’accompagnement, limitant la capacité d’adapter les services aux besoins réels des personnes ;
- Un risque de standardisation des pratiques, incompatible avec la diversité des trajectoires d’insertion socioprofessionnelle.

À terme, ces dynamiques pourraient affaiblir la capacité des organismes à remplir pleinement leur mission et à rejoindre les publics les plus vulnérables.

## 4. Impacts sur les organismes spécialisés en employabilité

### Une pression croissante sur les capacités d’intervention

Les organismes font face à une situation paradoxale qui est l’augmentation des besoins sur le terrain versus une stagnation ou une diminution des ressources.

Conséquences possibles : L’allongement des listes d’attente, la réduction de l’intensité de l’accompagnement ainsi que la difficulté à maintenir des approches adaptées et spécialisées.



### Une fragilisation de l'écosystème communautaire

La baisse de certains fonds liés à l'action communautaire et aux initiatives sociales risque d'affecter les projets structurants, les initiatives d'innovation sociale et les partenariats territoriaux.

**Enjeu majeur** : l'affaiblissement de la capacité collective à répondre aux enjeux du marché du travail.

### Un rôle stratégique encore plus central

Malgré ces contraintes, les organismes spécialisés demeurent des acteurs de première ligne, des experts des publics éloignés de l'emploi et des partenaires essentiels des services publics d'emploi. Leur rôle devient encore plus crucial dans un contexte de ressources limitées.

## 5. Lecture globale du budget

### Un changement d'équilibre

Le budget traduit un déplacement de l'équilibre entre activation vers l'emploi (en recul) et protection du revenu (maintenue ou renforcée)

### Une approche à court terme

Les choix budgétaires semblent répondre à des impératifs immédiats dont la gestion des pressions économiques et le soutien aux personnes en situation de vulnérabilité.

Cependant, ils soulèvent des questions quant à la vision à moyen et long terme et la capacité à répondre aux transformations du marché du travail.

### Des risques structurants

À moyen terme, ces orientations pourraient entraîner une augmentation des inégalités d'accès à l'emploi, une perte de talents disponibles, une pression accrue sur les programmes sociaux et une diminution de la productivité globale.

## 6. À retenir

### Un recul des investissements en employabilité

Les ressources consacrées aux mesures actives d'emploi connaissent une diminution significative, ce qui constitue un signal préoccupant pour l'ensemble du secteur. Cette baisse affecte directement les capacités d'intervention sur le terrain, notamment en matière d'accompagnement, de formation et d'intégration durable en emploi.

Concrètement, cela pourrait se traduire par une diminution de l'offre de services disponibles, un resserrement des critères d'accès pour certaines clientèles et une priorisation de certaines interventions au détriment d'autres.



Dans un contexte où les besoins demeurent élevés, notamment pour les personnes éloignées du marché du travail, cette réduction des investissements risque d'accentuer les écarts d'accès à l'emploi.

### Une pression accrue sur les organismes

Les organismes spécialisés en employabilité se retrouvent au cœur d'une tension croissante entre une demande en hausse et des ressources limitées. Ils devront répondre à des besoins de plus en plus complexes, avec des marges de manœuvre réduites.

Cela implique notamment une augmentation du volume de personnes à accompagner, des situations plus complexes nécessitant un accompagnement intensif et une pression accrue sur les équipes et les capacités organisationnelles.

À terme, cette situation pourrait affecter la qualité et la durée de l'accompagnement, la capacité à innover et à adapter les pratiques et le maintien d'une expertise spécialisée auprès de certaines clientèles.

### Un FDMT maintenu mais sous tension

Le Fonds de développement du marché du travail (FDMT) demeure un levier financier central pour soutenir les mesures d'emploi. Toutefois, les signaux actuels indiquent un resserrement dans son utilisation.

On peut anticiper une priorisation plus marquée de certaines clientèles ou secteurs, un encadrement plus strict des programmes et des dépenses ainsi qu'une accentuation des exigences en matière de résultats et de reddition de comptes.

Cela pourrait limiter la capacité des organismes à déployer des approches souples et adaptées, particulièrement pour les personnes ayant des parcours atypiques ou nécessitant un accompagnement à plus long terme.

### Un déséquilibre entre soutien et intégration

Le budget met en évidence une orientation vers le maintien du soutien du revenu, sans rehaussement équivalent des investissements en employabilité. Ce déséquilibre soulève des enjeux importants pour l'intégration durable au marché du travail.

En privilégiant le soutien sans renforcer les leviers d'intégration on risque de prolonger les parcours hors emploi. On limite les possibilités de participation active au marché du travail et on reporte à plus tard des investissements qui pourraient générer des gains économiques et sociaux.

Une approche équilibrée entre soutien et activation est essentielle pour favoriser l'autonomie des personnes, répondre aux besoins de main-d'œuvre et réduire les inégalités d'accès à l'emploi.



### **Lecture globale pour les membres**

Ces quatre constats traduisent une tendance claire à savoir : les besoins augmentent, les ressources diminuent, et les exigences risquent de s'intensifier.

Dans ce contexte, le rôle des organismes spécialisés est non seulement maintenu, mais renforcé avec toutefois des conditions qui deviennent plus contraignantes.

## **7. Pistes d'action collectives**

Dans ce contexte, plusieurs pistes peuvent être envisagées dont celles de renforcer les efforts de représentation et de plaidoyer, documenter les impacts concrets sur les services, valoriser les résultats et l'expertise des organismes, consolider les alliances avec les partenaires et maintenir une capacité d'innovation malgré les contraintes.

## **8. Conclusion**

Le budget 2026-2027 envoie un signal préoccupant pour le secteur de l'employabilité. Il confirme un recul des investissements dans les mesures actives d'emploi, au moment même où les besoins d'accompagnement sont en croissance et où les transformations du marché du travail, notamment liées aux mutations technologiques, aux enjeux démographiques et aux pénuries de main-d'œuvre, exigent des réponses structurées, agiles et soutenues dans le temps.

Ce désalignement entre les besoins du terrain et les choix budgétaires soulève des enjeux importants. En limitant les leviers d'intégration en emploi, on risque non seulement de freiner l'accès au marché du travail pour les personnes les plus éloignées, mais également de priver l'économie québécoise de talents essentiels. À moyen terme, cette orientation pourrait accentuer les inégalités, augmenter la pression sur les programmes de soutien du revenu et affaiblir la capacité collective à répondre aux défis de productivité et de rareté de main-d'œuvre.

Dans ce contexte, les organismes spécialisés en employabilité apparaissent plus que jamais comme des acteurs incontournables. Par leur expertise, leur proximité avec les populations et leur capacité d'adaptation, ils constituent un maillon essentiel entre les politiques publiques, les besoins des personnes et les réalités du marché du travail. Ils jouent un rôle déterminant pour transformer des trajectoires d'exclusion en parcours d'intégration durable.

Toutefois, leur capacité à intervenir efficacement ne peut être tenue pour acquise. Elle repose sur des conditions essentielles : un financement stable, prévisible et à la hauteur des besoins, une reconnaissance pleine et entière de leur rôle stratégique, ainsi qu'une marge de manœuvre suffisante pour adapter leurs interventions à la diversité des parcours. À défaut, il existe un risque réel d'érosion des capacités du réseau, avec des impacts directs sur les personnes accompagnées et sur l'ensemble du marché du travail.



Dans ce contexte, le RSSMO poursuivra et intensifiera ses actions de représentation afin de porter ces enjeux auprès des décideurs publics. Il continuera de documenter les impacts des choix budgétaires, de valoriser l'expertise de ses membres et de proposer des solutions concrètes, ancrées dans les réalités du terrain.

Plus largement, le RSSMO défend un modèle d'intervention qui repose sur une vision intégrée de l'employabilité : une approche qui reconnaît que l'accès à l'emploi ne peut être dissocié des réalités sociales, économiques et humaines des personnes. Investir en employabilité, c'est investir dans une société plus inclusive, plus équitable et plus prospère.



## ANNEXE - Éclairage complémentaire : lecture transversale du budget (COCDMO)

L'analyse produite par la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO) permet d'apporter un éclairage complémentaire particulièrement pertinent pour comprendre les choix structurants du budget 2026-2027.

### Un budget de transition, sans vision structurante

Le budget 2026-2027 s'inscrit dans un contexte économique et politique particulier :

- croissance économique modérée (PIB réel : +0,8 % en 2025, +1,1 % prévu en 2026)
- déficit de 8,6 G\$ en 2026-2027 (1,3 % du PIB)
- retour à l'équilibre budgétaire visé d'ici 2029-2030

Dans ce contexte, le gouvernement adopte une approche dite « sobre et ciblée », qui se traduit par :

- 1,7 G\$ sur 5 ans pour la transformation économique
- 4,3 G\$ sur 5 ans pour les missions de l'État (dont santé et éducation)
- 3,6 G\$ sur 5 ans pour soutenir la population (coût de la vie, communautés)

Toutefois, ces investissements demeurent peu structurants en matière de main-d'œuvre et d'employabilité.

- 9.2 Une approche segmentée plutôt que systémique
- Le budget privilégie des interventions sectorielles ciblées, notamment :
  - 365,1 M\$ sur 5 ans pour le secteur forestier
  - 22 M\$ pour la productivité dans la construction
  - 346,6 M\$ sur 5 ans pour la formation dans des domaines ciblés (TI, génie, petite enfance)

Cependant peu de mesures visent directement les parcours d'insertion globale et les publics éloignés du marché du travail restent peu ciblés.

Cela confirme une logique de réponse à des pénuries sectorielles, plutôt qu'une stratégie globale de développement de la main-d'œuvre.

### Un angle mort majeur : l'employabilité comme levier économique

Malgré certains investissements :

- 131,8 M\$ sur 3 ans pour les allocations d'aide à l'emploi
- 28,6 M\$ pour l'intégration en emploi des personnes immigrantes



Ces montants demeurent limités au regard de la baisse globale de 8,8 % des mesures d'emploi des besoins croissants sur le terrain. L'accompagnement vers l'emploi n'est pas traité comme un levier structurant, mais comme un outil complémentaire.

### Un soutien communautaire centré sur l'urgence sociale

Le budget prévoit :

- 157,6 M\$ sur 5 ans pour les organismes communautaires
- 61 M\$ pour les banques alimentaires
- 38,5 M\$ sur 2 ans pour les personnes vulnérables

Ces investissements ciblent principalement la réponse à l'urgence sociale et le maintien du filet de sécurité. Toutefois, ils ne sont pas structurés comme des leviers d'intégration en emploi.

### FDMT : une logique de gestion à court terme

L'analyse du FDMT met en évidence une dynamique importante :

- Surplus réel en 2025-2026 : 22,1 M\$ (au lieu d'un déficit prévu de 59,1 M\$)
- Baisse des dépenses de 53,9 M\$ (sous-utilisation des services)
- Déficit prévu en 2026-2027 : 76,9 M\$
- Hausse des dépenses : +98 M\$ (+8,6 %)

**Interprétation** : le gouvernement utilise un surplus accumulé (342,8 M\$) pour financer une augmentation ponctuelle des services sans augmentation des revenus du Fonds.

Implication pour les membres

- financement potentiellement instable et non récurrent ;
- difficulté à planifier à moyen terme ;
- risque de fluctuations importantes dans l'offre de services.

### Un biais vers la productivité immédiate

Les investissements en formation ciblée annoncés dans le budget 2026-2027 s'inscrivent dans une logique de réponse rapide aux besoins de productivité et de compétitivité de certains secteurs stratégiques. À cet effet, le gouvernement prévoit notamment :

- 150 M\$ dédiés à la formation en génie et en technologies de l'information, afin de répondre à la demande croissante de main-d'œuvre hautement qualifiée dans des secteurs à forte valeur ajoutée ;
- 131,8 M\$ pour le maintien des allocations d'aide à l'emploi, visant à soutenir financièrement les personnes engagées dans des démarches de formation ou de réintégration au marché du travail.



Ces investissements traduisent une orientation claire des politiques publiques à savoir la priorisation des secteurs économiques jugés stratégiques pour la croissance et la productivité, un accent marqué sur le développement de compétences techniques spécialisées et une volonté de répondre aux pénuries de main-d'œuvre dans des domaines ciblés, en lien direct avec les besoins des entreprises.

Cette approche, bien qu'importante, repose sur une vision partielle du marché du travail. En effet, elle tend à privilégier des profils déjà relativement proches de l'emploi ou en capacité d'intégrer rapidement des parcours de formation qualifiante, au détriment des personnes dont les trajectoires sont plus complexes.

### **Un angle mort : l'accompagnement des parcours complexes**

En parallèle de ces investissements, on observe une absence relative de mesures structurantes visant l'accompagnement intensif des personnes éloignées du marché du travail, le soutien aux démarches d'insertion socioprofessionnelle de plus longue durée ainsi que le développement d'approches globales intégrant les dimensions sociales, linguistiques, culturelles ou personnelles de l'employabilité.

Or, ces parcours nécessitent autant du temps que des ressources spécialisées et des approches adaptées et flexibles.

Sans investissements suffisants dans ces dimensions une partie importante de la population risque de demeurer exclue des retombées économiques. Les écarts d'accès à l'emploi pourraient se creuser et les objectifs de participation au marché du travail pourraient être difficilement atteints.

Ce déséquilibre entre investissements en formation technique ciblée et soutien à l'accompagnement des parcours complexes pose un enjeu stratégique majeur.

À terme, cela pourrait entraîner une intégration rapide d'une partie de la main-d'œuvre qualifiée mais un maintien, voire une augmentation, du nombre de personnes durablement éloignées de l'emploi.

En d'autres termes, le risque est de créer un système à deux vitesses d'un côté, des parcours accélérés vers des secteurs porteurs de l'autre, des personnes laissées en marge faute d'accompagnement adéquat.

### **Lecture pour les membres**

Pour les organismes spécialisés en employabilité, cette orientation implique une pression accrue pour combler les angles morts du système, un rôle renforcé auprès des clientèles les plus éloignées et la nécessité de démontrer que l'accompagnement constitue un levier essentiel, complémentaire à la formation technique.

Cela renforce un message clé du RSSMO qui est que sans accompagnement adapté, les investissements en formation risquent de ne pas atteindre pleinement leurs objectifs.



## Un budget de « maintien » plutôt que de transformation

Malgré des investissements globaux importants, 108 G\$ au Plan québécois des infrastructures (PQI) sur 6 ans, le budget stabilise les systèmes existants mais ne propose pas de réforme structurante du marché du travail.

### Lecture stratégique pour le RSSMO

Cette lecture chiffrée renforce les constats suivants :

#### 1. Une fenêtre politique à saisir

Il s'agit d'un budget de fin de mandat, dans un contexte où des élections générales sont prévues en 2026, ce qui en fait un moment charnière sur le plan politique. Ce type de budget tend généralement à privilégier des mesures prudentes, visibles à court terme et politiquement sécuritaires, plutôt que des réformes structurantes. Toutefois, cette période préélectorale représente également une fenêtre stratégique d'influence particulièrement importante. Les orientations ne sont pas figées, les partis politiques sont en phase d'écoute et d'élaboration de leurs engagements, et les enjeux de main-d'œuvre, d'emploi et d'inclusion peuvent être repositionnés au cœur du débat public. Pour le RSSMO et ses membres, cela constitue une occasion concrète de faire valoir leur expertise, de documenter les impacts des choix actuels et d'influencer les plateformes électorales à venir, afin de promouvoir une vision plus ambitieuse et structurante de l'employabilité et du développement de la main-d'œuvre au Québec.

#### 2. Un besoin de repositionner l'employabilité

Face à des investissements sectoriels de plusieurs centaines de millions les services d'employabilité demeurent sous-financés. Leur contribution économique doit être mieux démontrée.

#### 3. L'importance de parler en chiffres

Dans un contexte budgétaire contraint les décisions sont guidées par des indicateurs mesurables donc la démonstration des retombées devient essentielle.

#### 4. Un rôle accru pour les organismes

Avec une baisse des investissements en emploi et une hausse des besoins les organismes deviennent plus que jamais des acteurs clés de stabilisation du marché du travail.

### Conclusion

L'analyse confirme que le budget 2026-2027 privilégie une approche ciblée et sectorielle, avec des investissements importants (plusieurs milliards sur cinq ans), mais peu structurants pour l'employabilité.



Les mesures en place — bien que significatives dans certains secteurs — ne répondent pas à l'ampleur des défis liés à l'intégration durable en emploi, notamment pour les personnes les plus éloignées du marché du travail.

Dans ce contexte, le rôle du RSSMO et de ses membres est appelé à évoluer non seulement comme prestataires de services mais comme acteurs stratégiques capables d'influencer les politiques publiques et de démontrer l'impact économique et social de l'employabilité.